



Paris, le 15 décembre 2017

Monsieur le Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55 rue du Faubourg Saint Honoré  
75008 Paris

**MICHEL RAISON**

SÉNATEUR DE LA  
HAUTE-SAÔNE

BUREAU DU SÉNAT

MEMBRE DE LA  
COMMISSION DES  
AFFAIRES ÉCONOMIQUES

MEMBRE DE LA  
COMMISSION DES  
AFFAIRES EUROPÉENNES

PRÉSIDENT DU GROUPE  
D'INFORMATION  
INTERNATIONALE SUR LE  
TIBET

Monsieur le Président de la République,

Depuis 1994, dans le cadre d'une association puis du groupe d'information que j'ai l'honneur de présider, de nombreux sénateurs se sont saisis de la question tibétaine au nom de la défense des droits fondamentaux universels et de l'idée que nous nous faisons de la fonction parlementaire.

A la veille de votre visite d'État en Chine, nous souhaitons appeler votre attention sur cette question, convaincus d'être en phase avec la très grande majorité des Français et de la nécessité pour les démocraties occidentales de soutenir le peuple tibétain.

Il apparaît de plus en plus manifeste que la politique d'assimilation menée par Pékin au Tibet se heurte à la résistance de ce peuple, comme en témoignent les quelque 150 immolations par le feu recensées depuis 2009.

À la lumière de notre dernier déplacement à Dharamsala où nous avons notamment rencontré le Dalaï-Lama et le gouvernement tibétain en exil, il nous apparaît que la France pourrait être une force de proposition à plusieurs titres.

D'une part, le plateau tibétain est l'une des zones où les conséquences du réchauffement climatique sont les plus dramatiques. Au cours des cinquante dernières années, la température moyenne dans cette région (qualifiée de « troisième pôle » par les spécialistes) a augmenté près de trois fois plus que la moyenne mondiale. Abrisant les plus grands glaciers de la planète après l'Arctique et l'Antarctique, le Tibet concentre une partie majeure des stocks d'eau douce du monde, qui alimentent sept grands fleuves traversant les plus importantes zones de concentration humaine (Chine, Inde, Népal, Pakistan, Bangladesh, Thaïlande, Cambodge, Vietnam...). Des milliers de glaciers ont d'ores et déjà fondu, conséquence directe du réchauffement climatique et des multiples atteintes à l'environnement (barrages, déforestation massive, exploitation minière, etc.).

Dans les prochaines années, ce phénomène pourrait libérer 12 millions de tonnes de carbone et de méthane renfermées dans le permafrost et modifier le régime des moussons et la météo de tout l'hémisphère nord, engendrant des inondations dans les zones les plus peuplées de la planète, des disparitions irréversibles d'espèces animales et botaniques, sans oublier une pression migratoire qui ne pourra qu'exacerber un peu plus les tensions régionales.





**Eu égard aux responsabilités prises par notre pays dans le domaine du climat et de l'environnement (COP 21) et à votre attachement personnel à cet enjeu écologique et politique (MoPGA), la France pourrait jouer un rôle déterminant dans la sensibilisation des autorités chinoises à la préservation du fragile écosystème du haut plateau tibétain.**

D'autre part, dans un contexte marqué par la rivalité entre la Chine et l'Inde, le Tibet retrouve une centralité stratégique, qui sera encore accentuée par la question de la succession du Dalaï-Lama.

Il est de l'intérêt même de Pékin de trouver une solution à ce conflit qui ternit son image au plan international. Alors que le cycle de négociations ouvert en 1979 entre la Chine et le gouvernement tibétain en exil est au point mort depuis 2010, le Dalaï-lama ayant pourtant proposé une voie médiane à Pékin (autonomie réelle plutôt qu'indépendance, préservation des droits et de la culture des Tibétains...), **votre déplacement pourrait être l'occasion de relancer le dialogue entre les autorités chinoises et tibétaines.**

**Vous avez été, en septembre 2016, le seul candidat à l'élection présidentielle à rencontrer le Dalaï-Lama.** Vous avez aussi l'ambition que la France puisse mener une diplomatie indépendante afin d'œuvrer en faveur de la résolution des conflits. Nous pensons donc que la France peut jouer un rôle déterminant dans la reprise de ce dialogue. A cet égard, le Président du gouvernement tibétain en exil, Dr Lobsang Sangay, nous a rappelé le souhait d'une application sincère de la Constitution de la République populaire de Chine, qui garantit la liberté de religion et prévoit un droit à l'autonomie pour les « nationalités minoritaires ».

Au plan bilatéral, la France pourrait agir en faveur d'une prise en compte spécifique et prioritaire de la question environnementale du haut plateau tibétain. Au niveau politique, une pression « constructive et discrète » en faveur de la reprise concrète des négociations sino-tibétaines s'avérerait également des plus opportune.

Au plan européen, elle pourrait soutenir **la création d'un poste de coordonnateur spécial pour la question tibétaine au sein du Service européen pour l'action extérieure (SEAE)**, initiative susceptible en outre de recevoir l'appui de l'Allemagne, qui en Europe a toujours eu les positions les plus ouvertes sur la question tibétaine.

Espérant que ces quelques propositions retiendront votre attention, je vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de ma très haute considération.

*Bien respectueusement et Cordialement*



Michel RAISON